

« Briser le silence revient aussi à l'entourage »

La TRIBUNE 18 JUN 2009

Du 17 au 23 juin 2009, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) tient sa traditionnelle semaine de prévention. Intervention auprès des victimes, programme de prévention pour l'intoxication aux drogues du viol, sensibilisation dans les écoles, le CALACS tente d'être présent sur tous les fronts pour réduire ce fléau qui touche à divers niveaux la moitié des femmes et le tiers des hommes.

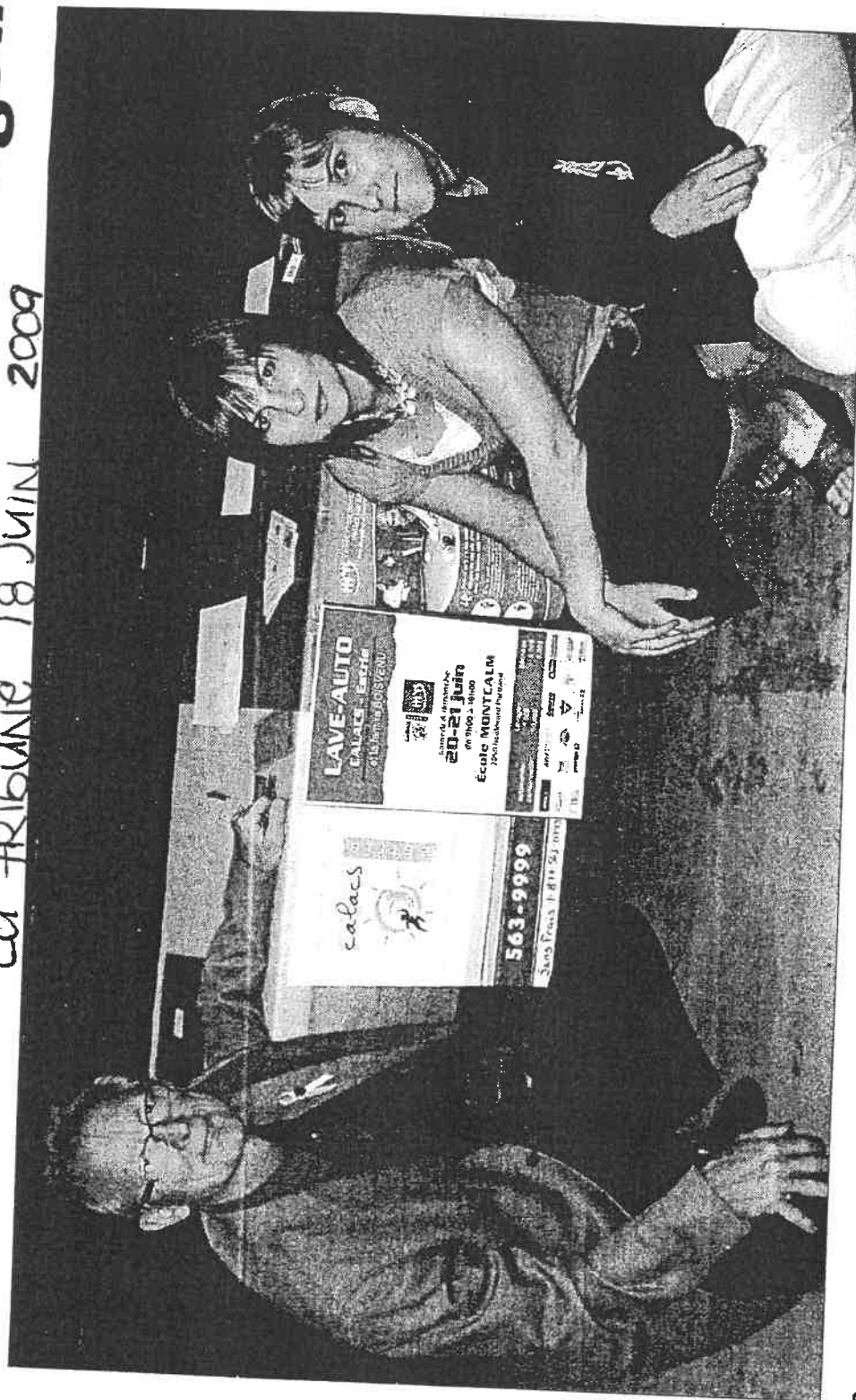
RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — «La responsabilité de briser le silence ne revient pas qu'aux victimes, mais à tout l'entourage. Il n'y a pas seulement le système de justice pour aller chercher de l'aide mais aussi les amis ou le CALACS.»

L'adjointe à la prévention au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie, Marjorie Roireau, profite de leur semaine de prévention annuelle pour réitérer l'importance pour les victimes de briser le silence.

Jusqu'au 23 juin prochain, le CALACS de l'Estrie tiendra plusieurs activités pour faire connaître sa mission de prévention des agressions sexuelles.

«L'objectif de la semaine d'activités est de se donner un temps d'arrêt une fois par année et de porter sur la place publique la cause des agressions sexuelles. C'est encore un sujet tabou en 2009, c'est important pour nous de porter notre message de prévention de façon appropriée.»



LA TRIBUNE, RENÉ-CHARLES QUIRION

Pour une cinquième année, le CALACS de l'Estrie organise sa traditionnelle semaine de prévention estivale des agressions à caractère sexuel. L'ad- représentée par Pierre-Hugues Boisvenu, qui tiendra son lave-auto au profit du CALACS, et de la sensei Chantal Lepage, qui fera des démonstrations

femmes. Nos enseignements concernant les agressions sexuelles et physiques sont donnés par une femme pour des femmes», explique Mme Lepage.

Les 20 et 21 juin se déroulera le lave-auto de la famille Boisvenu à l'école Montcalm, alors

que la distribution des cartons de prévention et sensibilisation en collaboration avec la Coalition sherbrookoise pour le travail de rue aura lieu le 23 juin au parc Jacques-Cartier et au centre-ville de Sherbrooke.

«C'est la septième année que

nous organisons ce lave-auto pour sensibiliser les femmes aux agressions sexuelles. Nous perpétons une activité qui était au centre de la relation de notre fille Isabelle pour commémorer le décès de sa soeur Julie. C'est notre façon de rendre hommage à

lectivité», mentionne Pierre-Hugues Boisvenu.

La distribution des cartons de prévention a été créée à la suite de la disparition de Julie Boisvenu en juin 2002. Ce carton informe la population des moyens

« J'ai pu enfin prendre confiance en moi »

SHERBROOKE — « Consulter au CALACS m'a permis de découvrir qui je suis. »

Danielle a été victime d'inceste dans son enfance. Après de nombreuses années, elle a décidé de dévoiler le secret qu'elle gardait pour elle.

« C'est comme si on m'avait donné le cancer de l'âme. Je n'avais plus le goût de vivre. Sans l'aide du CALACS, je ne serais peut-être plus là pour en parler », soutient Danielle.

Cette dernière n'a pas fait que prendre au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuels (CALACS), elle a choisi de redonner. Depuis trois ans, elle est membre de la collective responsable de la gestion de l'organisme communautaire estrien.

« On m'a offert une place... ma place. C'est au CALACS que j'ai découvert qui j'étais. On me laisse la parole comme tous les autres membres de la collective. Sans cette dénonciation de ce que j'ai vécu, il aurait été impossible de faire tout ce cheminement », explique celle qui a grandi en se débarrassant de ce lourd fardeau qu'elle gardait sur ses épaules.

Son cheminement l'a même incitée à écrire une lettre à son agresseur.

« Tant qu'on n'est pas bien, on ne peut savoir qu'on est mal. En parlant, je me suis libérée d'un immense poids. Dénoncer permet de se libérer. J'ai pu enfin prendre confiance en moi », soutient Danielle.

Elle invite toutes ces femmes qui n'osent pas dénoncer ces gestes d'agression sexuelle dont elles ont été victimes à en parler.

« C'est un processus toujours en évolution. Mais un processus

qui m'a permis de me trouver. Toute femme ne peut que gagner à venir au CALACS. Ce que ça peut faire dans une vie, c'est simplement d'aller mieux. Il faut dé-

noncer, dénoncer et dénoncer », répète celle qui est devenue bénévole au CALACS.

— René-Charles Quirion



IMAGOM, CLAUDE POULIN

Dénoncer son agresseur a permis à Danielle de découvrir qui elle était. Elle redonne maintenant au suivant en s'impliquant au CALACS.

LA Tribune
18 juin 2009

ROGUE DU VIOL

La dénonciation en hausse chez les 12 à 23 ans



IMACOM. CI, AUDE POULIN
 jointe à la prévention au CALACS, Marjorie Roireau, et la responsable de la prévention, Karine Duchesne, fait le point sur la situation touchant la drogue du viol en Estrie.

la tribune 18 juin 2009

RENÉ-CHARLES QUIRION
 rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le nombre de divulgations de situations reliées à la drogue du viol en Estrie est en hausse pour les 12 à 23 ans.

Le bilan de la situation de la drogue du viol en Estrie dressé par le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), le Service de police de Sherbrooke (SPS) et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) fait état que le nombre de dénonciations est passé pour cette tranche d'âge de 38 pour cent en 2007 à 60 pour cent du total en 2008.

«De façon globale, le nombre total de divulgations est en baisse. Cependant, ça ne veut pas dire qu'il survient moins de situations», explique la responsable de la prévention au CALACS, Karine Duchesne.

Les bars demeurent l'endroit cité le plus souvent lorsqu'il est question de drogue du viol. Ce lien revient dans presque six cas sur dix, alors que les résidences privées sont citées dans vingt pour cent des situations.

«Les resto-bars sont aussi cités, pas seulement les endroits où l'on peut danser. De là l'importance de toujours garder son verre à l'oeil, de se servir soi-même et d'éviter les consommations provenant de récipients où tout le monde peut se servir. Il faut aussi éviter de s'isoler lorsqu'on est victime de malaise», explique Mme Duchesne.

Selon la compilation des données, les victimes sont mainte-

peut-être à porter ses fruits. Près de 40 pour cent des femmes dénoncent dans un délai de moins de 24 heures, faisant augmenter les chances de détecter une intoxication à une drogue du viol. Dans un délai de moins de cinq jours, c'est presque trois victimes sur quatre qui dénoncent. Ce sont des substances qui s'éliminent très rapidement», rappelle Karine Duchesne.

Les démarches de dénonciation auprès de la police ou des autorités médicales sont en hausse. Le nombre de plaintes au SPS est passé de 34 pour cent à 43 pour cent du total, alors que le nombre de demandes de trousses médico-légales a presque doublé passant de 34 pour cent à 66 pour cent.

«Ce partenariat nous fournit des données très intéressantes sur l'évolution du phénomène. Ça nous permet de mieux comprendre la problématique et de mieux nous outiller pour la prévention. Après trois ans, nous verrons peut-être des tendances se confirmer», mentionne Mme Duchesne.

Une tournée des tenanciers de bars pour fournir des outils de prévention des drogues du viol demeure au programme.

Les saisies de substances à la base des drogues du viol depuis quelques mois en Estrie permettent de confirmer le phénomène. «Ce sont des substances sorties du marché et c'est tant mieux. Il y a du travail qui se fait et c'est rassurant. Ce travail de prévention et de compilation... a été entrepris parce que nous sommes

Le CALACS combat les préjugés depuis 30 ans

SHERBROOKE — Le travail de guerre aux préjugés et d'incitation à la dénonciation du Centre aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) se poursuit toujours à l'aube de son 30e anniversaire. L'adjointe à la prévention au CALACS, Marjorie Roitreau, ex-

plique que l'impact d'une agression sexuelle sur les victimes est un énorme poids à porter. « Il est déplorable qu'une victime d'agression sexuelle ne soit pas nécessairement crue et déblée. D'autant plus que le lieu de ce crime demeure le corps. On questionne son habillement,



...n, il vous en coûtera 24 \$ pour en manger toute une...

e à manger ○ Terrasse ○ Traiteur
Cuisine ouverte jusqu'à 23h

AUGUSTE



à 71Bme, 18 juin 2009

sa consommation d'alcool ou son attitude. Il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour vaincre les préjugés car ils contribuent à maintenir le silence des victimes et à déresponsabiliser les agresseurs. Rien ne peut justifier une agression sexuelle», explique cette intervenante.

Après trois décennies de prévention et de sensibilisation, les agressions sexuelles demeurent le crime le moins dénoncé. À peine dix pour cent des victimes dénoncent leur agresseur. Ce pourcentage chute à un pour cent lorsque l'agresseur est connu de la victime. Dans 85 pour cent des cas, ce même agresseur est connu de la victime.

«Une femme sur deux et un homme sur trois seront victimes d'agression sexuelle sous une forme ou l'autre au cours de leur vie. L'agression sexuelle peut aller de l'attouchement ou voyeurisme jusqu'à l'inceste», indique Mme Roitreau.

Utilisant une métaphore, le CALACS invite les femmes à venir déposer une lourde vali-

et de culpabilité et de phrases de justification de l'agresseur. C'est à l'agresseur que cela doit appartenir. Notre mandat demeure d'accompagner les femmes dans ce processus de décision. De les aider dans leur reprise de pouvoir en respectant leurs choix», indique Mme Roitreau.

La meilleure image de l'évolution des femmes qui demandent l'aide du CALACS demeure celle où on les voit lever la tête au fil des rencontres.

«C'est un privilège de voir l'envol que les femmes prennent après avoir consulté. Peu importe le moment choisi pour en parler, la porte du CALACS sera toujours ouverte», affirme l'adjointe à la prévention au CALACS.

Elle rappelle que dans 97 pour cent des cas, les agresseurs sexuels sont des gens normaux sans classe économique précise, type de métier ou degré de scolarité.

«Les exemples médiatisés comme Guy Cloutier ou Jocelyn Lussier nous prouvent cette af-

Un premier pas pour dire NON à la violence

La tribune 16 Sept 2009

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@alrhubnq.ca

SHERBROOKE — La marche symbolique qui se déroulera dans le cadre de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes est un premier pas pour dire NON. Organisée par le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuels de l'Estrie (CALACS), cette marche se tien-

dra ce vendredi à partir du domaine Howard à Sherbrooke.

« Il est encore nécessaire de dénoncer la violence faite aux femmes. Queique 90 pour cent des agressions sexuelles ne sont pas dénoncées et en moyenne plus d'une femme par mois est tuée par son conjoint ou ex-conjoint », explique la porte-parole du CALACS, Marjorie Roitreau.

Les organisateurs de cette

marche fixent la participation à un minimum de 200 personnes.

« C'est l'occasion de prendre position contre la violence faite aux femmes. Tout geste peut faire la différence. La violence peut prendre différentes formes vis-à-vis les femmes, les enfants ou les aînés. Cette marche se veut un temps d'arrêt pour dénoncer la violence », estime Mme Roitreau.

« Une personne qui demeure soumise à la violence perd le pouvoir sur sa vie. Cette marche est l'occasion de dire non à la violence, d'arrêter d'y être soumis. Le premier geste de soumission à la violence est de se taire », ajoute le président de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD), Pierre-Hugues Boisvenu.

Il soutient que cette marche symbolique pour dénoncer la violence faite aux femmes



IMAGINE: CLAUDE POUJIN

Pierre-Hugues Boisvenu, de l'AFPAD, et Marjorie Roitreau, du CALACS, invitent la population à la marche organisée dans le cadre de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes.

Il soutient que cette marche symbolique pour dénoncer la violence faite aux femmes s'adresse à toute la famille. « Lorsqu'une femme est assas-

sinée, c'est toute une famille que l'on assassine. Dénoncer la violence ne s'apprend pas à 40 ans. Dès l'adolescence, les jeunes doivent y être sensibilisés. Cette marche peut être le premier geste pour sauver une femme », estime Pierre-Hugues Boisvenu, dont la fille Julie a été assassinée par Hugo Bernier, « dont la façon de s'exprimer aux femmes était par la violence ».

Le rendez-vous pour cette marche, qui se déroulera sous le thème « La violence c'est non! Ensemble réagissons », est fixé à 17 h.

LOTO QUEBEC Résultats des tirages du : **2009-09-15**

BANCO	01 09 11 12 16	Quinté	3 31 4	TRIPLEX	08 16
	18 24 27 28 31				29 30 32
	36 37 42 44 49				
	60 61 62 67 69		4 4323		

Astro Jour : 25 OCTOBRE Mois : Année : 26 TAUREAU Signe : **Dixit** 95226153

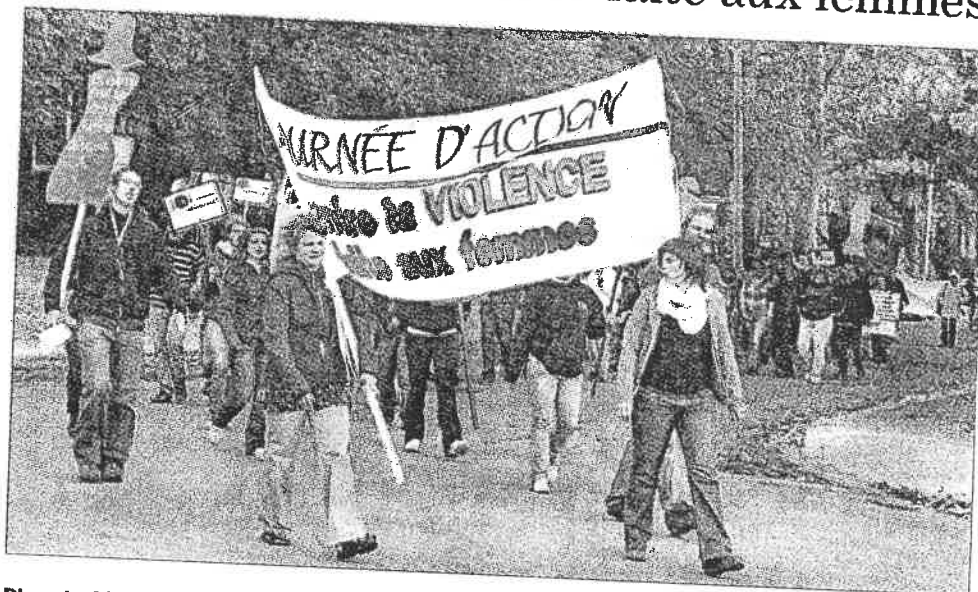
LOTTO **649** **GROS LOT CE SOIR** **14 000 000 \$** (approx.)

En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

48 / Ca se passe chez nous

la tribune 23 sept 2009
Militer contre la violence faite aux femmes



IMACOM JESSICA GARNEAU

Plus de 130 personnes ont marché et dénoncé haut et fort la violence faite aux femmes, lors d'une marche au Domaine Howard de Sherbrooke dans la cadre de la récente journée d'action du même nom. Le président de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues, Pierre-Hugues Boisvenu, a profité du rassemblement pour remettre le prix Isabelle-Boisvenu à Josée Anctil, du CALACS (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel) de l'Estrie.

AGRESSIONS SEXUELLES

Dénoncer incite d'autres victimes à briser le silence

RENÉ-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — La dénonciation publique d'événements d'agressions sexuelles incite invariablement certaines victimes à briser le silence.

L'adjointe à la prévention au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel en Estrie (CALACS) Marjorie Roireau estime que la simple médiatisation d'un événement d'agression sexuelle peut avoir un impact sur les autres victimes.

«Que ce soit un événement qui concerne une personne connue, comme dans l'affaire Guy Cloutier, ou tout autre événement, la dénonciation a un impact», soutient Mme Roireau.

Le crime d'agression sexuelle étant le moins dénoncé, chaque geste peut contribuer à inciter une victime à briser un tabou.

«Les victimes se sentent souvent isolées. Briser le silence ne veut pas nécessairement dire porter plainte à la police. Parler à une personne de confiance ou à un intervenant sont d'autres façons tout aussi bonnes de prendre soin de soi. Il demeure



Marjorie Roireau

essentiel pour les victimes d'aller chercher de l'aide», explique Mme Roireau.

Le CALACS dispose d'intervenantes pour accueillir les victimes d'agressions sexuelles.

«Nous respectons le choix de chaque femme dans sa démarche de dénonciation qu'elle porte plainte à la police ou non. Nous sommes là aussi pour les accompagner à l'hôpital ou pour un suivi», assure l'adjointe à la prévention au CALACS.

Il est possible de rejoindre le CALACS de l'Estrie 24 heures par jour, sept jours par semaine au 1-877-563-0793.

LA TRIBUNE

mercredi 16 décembre 2009

